Atelier : un flash radio à partir de dépêches de l’AFP

Atelier : un flash radio à partir de dépêches de l’AFP

L'animatrice Sofia Lambatten présente un flash d'information 20 décembre 2007 ABDELHAK SENNA - AFP
L'animatrice Sofia Lambatten présente un flash d'information 20 décembre 2007 ABDELHAK SENNA - AFP

Niveaux :
Collège/lycée

Objectifs :

- Travailler sur la notion de hiérarchie de l’information.
- Travailler sur la notion de **5 W (Who, What , Where, When, Why ?)**, outil indispensable du journaliste.
- Travailler l’esprit de synthèse, la rapidité.
- Travailler l’oral, le bon ton, la confiance en soi.

La plupart des journalistes en charge des journaux à la radio utilisent notamment des dépêches d’agence pour confectionner leur flash. Le premier paragraphe d’une dépêche est censé contenir les informations principales (les 5W) et doit pouvoir être lu tel quel par le journaliste radio.

Activités :

- Choisir un flash d’information à la radio et le faire écouter à la classe. Décortiquer ensemble sa construction.
- Vous allez donc mettre vos élèves dans la peau d’un journaliste radio qui reçoit des dépêches pour confectionner son journal radio. Vous pouvez mettre vos élèves en activité individuelle ou par groupe.

- **Au collège** : distribuez aux élèves les débuts de dépêches ci-dessous. Parmi eux, ils devront choisir les sujets qu’ils souhaitent mettre dans leur flash (5 sujets maximum), les classer par ordre d’importance et écrire ensuite les transitions entre chaque sujet. Certains élèves pourront ensuite lire leur flash à la classe avec le ton radio.
- **Au lycée** : distribuez aux élèves les dépêches in extenso ci-dessous. Ils devront choisir les sujets qu’ils souhaitent mettre dans leur flash (5 sujets maximum), les classer par ordre d’importance et écrire ensuite leur flash en reprenant dans les dépêches les informations qu’ils retiennent et en rédigeant les transitions entre les sujets. Certains élèves pourront ensuite lire leur flash à la classe avec le ton radio.

Faire son flash-radio à partir de dépêches de l’AFP

- Choisir parmi ces dépêches quatre/cinq sujets maximum que vous voulez mettre dans votre flash radio.
- Les classer par ordre d’importance, c’est la hiérarchie de l’information.
- Ecrire ensuite les transitions entre chaque sujet.

- Vous pouvez enfin vous mettre dans la peau d’un journaliste radio et lire votre flash à la classe.

Les Dépêches* :

Le Covid-19 a porté un coup aux efforts de protection de la nature

Genève (Suisse) - Le Covid-19 ne menace pas que la santé humaine : la pandémie a mis à mal les efforts de protection de la nature à travers le globe, particulièrement en Afrique, avertit l'Union internationale de conservation de la nature (UICN).

Comme d'autres secteurs, les aires protégées ont dû limiter ou arrêter un temps leurs activités quand l'épidémie a éclaté et dans les mois qui ont suivi.

Résultat, certaines ont dû stopper leurs patrouilles anti-braconnage, leurs efforts de protection et d'éducation à la nature, des emplois ont été supprimés et des ressources tirées du tourisme perdues, constate l'UICN, une des principales ONG mondiales œuvrant pour la préservation de la biodiversité.

L'organisation s'est basée sur dix enquêtes en ligne menées dans 90 pays et sur tous les continents, excepté l'Antarctique, dont le résultat est publié jeudi dans la revue de l'UICN, Parks.

Plus de la moitié des aires protégées en Afrique ont été obligées d'arrêter ou de réduire les patrouilles sur le terrain et les opérations anti-braconnage, ainsi que leurs activités éducatives et de vulgarisation, selon un communiqué de l'UICN.

Un quart des aires protégées en Asie ont aussi fait part d'une réduction de leurs activités. En Amérique du Nord et du Sud, en Europe et en Océanie, la plupart des aires protégées ont pu maintenir leurs activités principales, malgré des fermetures et la perte de revenus tirés du tourisme, poursuit l'UICN.

"Il n'y a pas eu de forte augmentation du type de braconnage auquel les gens pensent, très en vue, comme celui des rhinocéros par exemple", faute de pouvoir exporter leurs cornes à l'étranger avec l'effondrement du transport international, explique à l'AFP Adrian Philips, coéditeur de cette édition spéciale de la revue Parks.

"En revanche, il y a eu une hausse d'un braconnage à plus petit niveau, pour la viande de brousse", et ce pour plusieurs raisons: "les rangers ont été confinés ou ont perdu leur travail (...) Des communautés pauvres, qui dépendaient du tourisme, se sont retrouvées incapables de survivre sans du braconnage pour trouver de la viande à mettre dans leur garde-manger", explique-t-il.

- Tirer les leçons -

Une enquête menée dans plus de 60 pays auprès de rangers montre qu'un quart ont vu leurs salaires réduits ou les paiements repoussés, et 20% ont perdu leur emploi à cause de coupes budgétaires liées au Covid-19. Cette situation affecte particulièrement l'Amérique centrale et les Caraïbes, l'Amérique du Sud, l'Afrique et l'Asie.

En Amérique du Nord ou autour de la Méditerranée, d'autres problématiques ont surgi. L'absence de touristes a profité à la nature dans des endroits fréquentés, mais dans certains cas, les animaux se sont rapprochés de zones habitées, leur présence pouvant générer des conflits.

Autour de la Méditerranée, des réserves craignaient une explosion du tourisme à la fin des confinements, crainte qui s'est révélée fondée par exemple dans le parc national des Calanques en France, proche de Marseille (sud).

"Nous ne pouvons pas permettre que la crise actuelle compromette davantage notre environnement naturel", plaide Rachel Golden Kroner de l'ONG Conservation International, citée dans le communiqué.

"La science nous montre clairement que nous devons agir urgemment pour mieux préserver" la nature et les espaces protégés, considérés comme "un de nos meilleurs alliés contre l'émergence de nouvelles pandémies", renchérit Mariana Napolitano Ferreira, de WWF Brésil.

Les auteurs de l'article paru dans Parks ont aussi cherché à tirer des leçons de la situation créée par la pandémie. Il en ressort plusieurs propositions, comme "un fonds d'urgence" en Afrique pour maintenir les activités essentielles de conservation de la nature et aider les populations locales vulnérables.

Plus généralement, ils appellent à une diversification des ressources financières pour que certaines populations locales ne dépendent pas uniquement du tourisme international, qui peut être mis à mal par des crises. Ils souhaitent aussi un usage plus massif de technologies de surveillance comme les drones ou encore un partage des connaissances sur les zoonoses.

nl-laf/fmp/roc

Retardé par la pandémie, le premier parc à thème Nintendo a ouvert au Japon

Osaka (Japon) - Après des mois de retard dus à la pandémie, la toute première zone de loisirs autour de l'univers de Nintendo a ouvert ses portes dans l'immense parc d'attractions des studios Universal Japan (USJ) à Osaka, dans l'ouest du Japon.

Les installations du "Super Nintendo World" sont directement inspirées du monde bariolé des célèbres jeux vidéo "Super Mario" du groupe japonais, qui jusqu'à récemment encore hésitait à explorer de nouvelles façons d'exploiter ses héros virtuels au-delà des consoles, via des contrats de licences.

L'une de ses attractions phare est un manège "Mario Kart", dont l'expérience est enrichie par des lunettes de réalité augmentée fixées à une visière rouge, comme la casquette du plombier italien.

Un bracelet connecté à un smartphone permet aussi aux visiteurs de collecter des pièces virtuelles en frappant des blocs, comme Mario. Nous avons parfaitement recréé l'univers du jeu (...).

Vous y trouverez des plantes Piranha et Bowser (le grand ennemi de Mario, NDLR), et vous verrez ce que c'est que d'être Mario", a déclaré Ayumu Yamamoto, directeur marketing d'USJ.

"Il a fallu presque un an de plus que prévu pour ouvrir cet endroit, et nous sommes vraiment heureux", a-t-il dit lors d'une présentation à la presse la veille de l'ouverture. "Super Nintendo World", qui a coûté plus de 60 milliards de yens selon USJ (460 millions d'euros), devait initialement attirer les foules dès l'année dernière pour coïncider avec les Jeux olympiques de Tokyo-2020, mais ceux-ci ont également été reportés à cette année à cause du coronavirus.

L'ouverture du parc avait été décalée à février de cette année, avant d'être de nouveau repoussée lorsque le gouvernement japonais a déclaré l'état d'urgence en janvier pour endiguer une recrudescence des infections dans l'archipel.

Les premiers visiteurs ont fait part à l'AFP de leur enthousiasme. "Je joue à Mario depuis que je suis petit. Je ne m'attendais pas à pouvoir entrer dans le monde de Mario, je suis très excité", a déclaré Hiroki Kono, un étudiant

de 19 ans à Osaka.

En raison de la fermeture actuelle des frontières japonaises face à la pandémie, les visiteurs de l'étranger devront encore patienter jusqu'à une date indéterminée avant de pouvoir découvrir le site. D'autres espaces Nintendo similaires sont prévus à terme dans les parcs des studios Universal à Orlando (Floride) et à Hollywood.

kaf/ras-etb/clp/

Des restes humains? Non, une pomme de terre, conclut la police britannique

Londres (Royaume-Uni) - Un orteil? Non, une pomme de terre. C'est la conclusion à laquelle a abouti la police britannique après avoir mobilisé de grands moyens, alertée par une promeneuse qui pensait avoir trouvé des restes humains.

Une équipe de spécialistes et des chiens renifleurs avaient été envoyés pour passer au peigne fin un champ boueux près du village de Winlaton (nord-est de l'Angleterre), où une femme promenant son chien avait crû distinguer des restes humains.

Elle leur avait même envoyé mardi une photo de ce qu'elle pensait être un pied. Après avoir inspecté les lieux, "nous avons découvert que l'orteil était en fait une pomme de terre avec un champignon poussant juste à côté", a expliqué la police de Northumbria.

"Nous ne pouvons que saluer la vigilance de cette femme qui nous a prévenus", a ajouté un porte-parole, invitant quiconque tombant sur de possibles restes humaines à faire de même. "S'ils s'avèrent être un légume, nos chiens policiers vous remercieront pour cette gâterie!"

phz-mpa/gmo/lpt

Londres dénonce la "barbarie" des autorités chinoises contre les Ouïghours

Londres (Royaume-Uni) - Le chef de la diplomatie britannique, Dominic Raab, a dénoncé la "barbarie" des autorités chinoises envers les Ouïghours, annonçant des mesures pour interdire les échanges de marchandises liées au travail forcé de cette minorité musulmane dans la région du Xinjiang.

L'annonce de ces mesures, dans un contexte de relations déjà tendues entre Londres et Pékin, intervient peu après la conclusion fin décembre d'un accord de principe controversé sur les investissements entre la Chine et l'Union européenne, dont le Royaume-Uni ne fait plus partie.

C'est une "barbarie que l'on espérait reléguée au passé qui est pratiquée aujourd'hui", a déclaré M. Raab devant les députés britanniques, évoquant "la détention arbitraire, la rééducation politique, le travail forcé, la torture et la stérilisation forcée" des Ouïghours "à l'échelle industrielle".

Face à ces "violations inacceptables des droits humains", le Royaume-Uni avait le "devoir moral" de réagir, a poursuivi le ministre des Affaires étrangères, annonçant des mesures visant à interdire les importations et exportations liées au travail forcé des Ouïghours.

"Nous devons agir pour assurer que les entreprises britanniques ne participent pas aux chaînes d'approvisionnement qui mènent jusqu'aux portails des camps d'internement dans le Xinjiang", a-t-il détaillé.

Il s'agit aussi de "veiller à ce que les produits issus des violations des droits humains ne finissent pas sur les étagères des supermarchés où nous faisons nos achats ici", a-t-il ajouté.

Début janvier, la chaîne britannique de grands magasins Marks & Spencer s'est engagée à ne pas utiliser dans les vêtements qu'elle vend du coton provenant du Xinjiang. Les Ouïghours constituent le principal groupe ethnique du Xinjiang, une immense région du nord-ouest de la Chine ayant notamment des frontières communes avec l'Afghanistan et le Pakistan.

Selon des experts étrangers, un million d'entre eux ont été placés en détention ces dernières années dans des camps de rééducation politique. Pékin dément et affirme qu'il s'agit de centres de formation professionnelle destinés à éloigner les personnes de la tentation de l'islamisme, du terrorisme et du séparatisme après une série d'attentats attribués à des Ouïghours.

L'annonce de ces mesures par le gouvernement britannique devrait tendre davantage les relations entre Londres et Pékin, surtout après les critiques formulées par Londres à l'égard de la répression contre les mouvements pro-démocratie à Hong Kong.

mpa/gmo/mba

"Bloqués" à l'aéroport ou chez eux, des Algériens "déchirés" un an après la fermeture des frontière

Bobigny (Seine-Saint-Denis, France) - Depuis dix-neuf jours, Hocine vit dans la zone internationale de l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle avec une vingtaine d'autres ressortissants algériens interdits de regagner leur pays, l'une des "situations kafkaïennes" produites par la fermeture drastique des frontières de son pays pour lutter contre le Covid-19.

"C'est la merde", peste ce chirurgien anglo-algérien de 49 ans. Le 26 février, Hocine a quitté Londres avec sa femme et sa fille de 3 ans et à ce jour, aucun n'a encore atteint leur destination, Alger. Sa famille fait partie d'un groupe de 25 Algériens en provenance de Grande-Bretagne et bloqués dans la zone internationale.

Les autorités algériennes refusent de les laisser embarquer sur un vol d'Air Algérie car depuis le 17 mars 2020, l'Algérie a officiellement suspendu ses liaisons aériennes et maritimes avec la France, décision étendue au reste du monde quelques jours plus tard.

A la fermeture des frontières, les autorités avaient bien organisé des vols de rapatriement pour leurs ressortissants, mais sous conditions. Et la récente émergence du variant anglais a encore compliqué la situation : les vols ont même été suspendus pour toute la durée de ce mois de mars. "On avait complètement le droit de partir en Algérie, on a tout respecté", insiste Hocine, érigé en porte-parole des naufragés de Roissy qui, assure-t-il, disposent tous de tests Covid négatifs. Lui et sa femme sont même déjà vaccinés, comme en attestent leurs documents consultés par l'AFP.

- "Psychologiquement pas facile" -

Leur groupe se compose d'hommes seuls, de trois familles, dont une femme de 78 ans et deux jeunes enfants.

Leur quotidien est rudimentaire: sieste à même la moquette au son des haut-parleurs de l'aéroport, toilette minimaliste dans les sanitaires et repas aléatoires grâce à des dons ou des bons remis par Aéroports de Paris, le gestionnaire des lieux.

"Chaque jour, il y a quelqu'un qui va craquer. Psychologiquement c'est vraiment pas facile", soupire Hocine, qui veut retourner en Algérie pour s'occuper de sa belle-mère récemment victime d'un AVC.

Les autorités algériennes leur avaient demandé de renoncer à leur voyage quelques jours avant le départ, selon deux sources proches du dossier. Mais lui et tous ses camarades d'infortune sont déterminés à regagner leur pays coûte que coûte, et refusent désormais de faire demi-tour.

Sollicité par l'AFP, le consulat de Créteil (région parisienne), chargé de leurs dossiers, n'a pas réagi.

Plusieurs millions d'Algériens de l'étranger doivent composer avec la fermeture des frontières. Même ceux qui vivent dans leur pays subissent les répercussions de cette mesure qui semble s'éterniser, alors même que le pays enregistre actuellement moins de 150 cas de contamination par jour.

"Je n'ai pas été présente aux côtés de ma fille pour son accouchement comme le veut la tradition", se lamente Ouahiba, 53 ans, qui se faisait une joie d'aller à Lille, en France. Depuis la Kabylie où elle réside, c'est à travers des vidéos qu'elle suit les premiers pas de son unique petit-enfant.

- "Liste VIP" -

A Alger, Zakaria ne sait pas quand il pourra retrouver en France celle qu'il a récemment épousée. "C'est terrible d'être séparé de la personne qu'on aime aussi longtemps sans savoir quand nous allons nous revoir", confie cet agent artistique de 27 ans.

En février, lors de son dernier grand discours à la Nation, le président Abdelmadjid Tebboune s'est félicité de sa stratégie de lutte contre le coronavirus, en référence notamment à la fermeture des frontières.Cette stratégie n'a cependant pas empêché l'arrivée du variant anglais sur le territoire.

Ce qui fait dire à Samir Yahiaoui, un opposant algérien qui vit en France, que ce "blocage complet" obéit à des "raisons plus politiques que sanitaires" et provoque "un déchirement" dans les familles, notamment en cas de décès. "C'est une exception algérienne qui est due évidemment au Hirak", le mouvement de contestation antirégime, affirme-t-il, en suggérant en outre que le pouvoir profite de cette crise sanitaire pour "faire sa purge".

"Il y a des gens dans des situations kafkaïennes (...) des situations dignes des grands psychodrames", s'inquiète Omar Tibourtine, médecin algérien dans un hôpital parisien. "On se retrouve sous une cloche étanche pour une grande partie de la population." Une minorité de privilégiés semble échapper, elle, à ces mesures drastiques. "Il existe une liste VIP où tu peux faire des allers-retours en Europe. Il faut connaître les bonnes personnes. C'est de la magouille mais c'est comme partout ailleurs", confie Merwan, un entrepreneur de 34 ans. Lui affirme avoir eu la possibilité de prendre l'avion pour passer Noël à Paris, qu'il a finalement déclinée.

Après le braconnage, l'avocat menace l'éléphant du Kenya

Kimana (Kenya) - L'aube pointe tout juste quand apparaît la silhouette géante de Tolstoï. Cet éléphant, dont les défenses touchent presque terre, est chez lui dans le parc national kényan d'Amboseli, au pied du mont Kilimandjaro : cette nature sauvage est son jardin depuis près de 50 ans.

ll a survécu aux braconniers, aux attaques à la lance, à la sécheresse... Mais aujourd'hui un phénomène inattendu menace son royaume : la demande croissante en avocats.

Une exploitation de 73 hectares située près du célèbre parc d'Amboseli, sanctuaire de nombreuses espèces d'animaux sauvages, est au coeur d'une bataille juridique.

Ses détracteurs - propriétaires fonciers locaux et groupes de protection de la nature - affirment que cette plantation entrave la circulation des éléphants et qu'elle va à l'encontre de l'usage historique de ces terres. Ses financiers réfutent. Pour eux, elle ne menace pas la faune et crée des emplois indispensables sur des terres inexploitées.

Grand producteur d'avocats, le Kenya a vu ses exportations exploser avec le nouvel engouement pour ce "super aliment" tendance, devenu un incontournable des cartes de cafés et restaurants du monde entier.

- Or vert -

Déjà sixième fournisseur de l'Europe, le Kenya a vu ses exportations d'avocats augmenter de 33% pour atteindre 127 millions de dollars en octobre 2020, selon l'Association des exportateurs de produits frais du pays.

C'est durant cette année exceptionnelle que la société kényane KiliAvo Fresh Ltd a obtenu l'autorisation de l'Autorité nationale de gestion de l'environnement (Nema) d'installer son exploitation sur des terres achetées à des propriétaires masaï. Le terrain a été débarrassé de sa végétation et clôturé.

L'exploitation a été équipée de panneaux solaires, d'une pépinière et de forages pour exploiter les nappes phréatiques.

Inquiets, les propriétaires voisins et des groupes de protection de la nature ont fait valoir que l'agriculture à grande échelle est interdite à cet endroit, en vertu des plans d'utilisation des sols dans la région.

En septembre, sous pression, la Nema a ordonné à KiliAvo de suspendre ses activités, le temps d'examiner l'affaire. L'entreprise a contesté cette décision devant le tribunal environnemental du Kenya, où l'affaire est en cours d'instruction. Et les cultures se poursuivent. Un matin de début mars, on pouvait ainsi voir des tracteurs labourer la terre rouge, tandis que des ouvriers agricoles arrosaient des rangs de jeunes avocatiers.

- Cohabitation impossible ? -

Bien que florissante, la culture de l'avocat au Kenya pèse peu comparé au tourisme qui a rapporté 1,6 milliard de dollars en 2019. Mais le directeur de la ferme et par ailleurs actionnaire de KiliAvo, Jeremiah Shuaka Saalash, assure que l'exploitation a "sauvé" de nombreux employés du secteur touristique, qui se sont retrouvés sans emploi lorsque les gîtes et hôtels ont fermé avec la pandémie de coronavirus.

"Je défends l'idée qu'on peut coexister avec la faune et avoir une autre source de revenus", explique ce Masaï originaire de la région, en soulignant qu'une exploitation de fruits et légumes encore plus grande se trouve à proximité.

Propriétaires voisins et experts de la faune sont, eux, catégoriques: les deux ne peuvent pas cohabiter. Une culture très consommatrice d'eau comme celle des avocats met en danger cet écosystème classé au patrimoine mondial de l'Unesco, déjà régulièrement confronté à la sécheresse.

Les éléphants ont également déjà heurté la clôture électrique de KiliAvo, preuve selon eux qu'elle se trouve bien sur les routes empruntées par les pachydermes lorsqu'ils quittent Amboseli pour se reproduire, chercher de l'eau

et des pâturages.

"Vous imaginez si les éléphants d'Amboseli meurent de faim pour que les Européens puissent manger des avocats?", lance Paula Kahumbu, qui dirige l'ONG Wildlife Direct. Selon ses opposants, autoriser KiliAvo à poursuivre ses activités créera un précédent dangereux, alors que d'autres exploitants lorgnent ces terres. A Kimana, localité située près d'Amboseli, les panneaux proposant des terrains bon marché donnent une idée des risques. Tolstoï et les 2.000 éléphants de cet écosystème sont déjà confrontés aux véhicules lorsqu'ils traversent le sanctuaire de Kimana, point de passage essentiel entre différents parcs. "Si nous continuons ainsi, le parc national d'Amboseli va mourir", prévient Daniel Ole Sambu de la Big Life Foundation, une ONG locale : "Ces éléphants (...) partiront, et ce sera la fin du parc. Cela signifiera l'effondrement du tourisme dans la région".

- "Culture masaï perdue" -

La majorité des Masaï autour de KiliAvo ont fait de leurs terres des réserves privées, ouvertes, où la faune et le bétail - vital pour cette communauté pastorale - peuvent se déplacer et paître librement.

"S'ils (KiliAvo) gagnent, nous perdons les réserves. La culture masaï sera totalement perdue", estime Samuel Kaanki, responsable d'une association de 342 propriétaires de terres situées autour de KiliAvo.

Pour Paula Kahumbu, l'agriculture commerciale au Kenya est devenue "beaucoup plus dangereuse pour les animaux que le braconnage". Elle exhorte les distributeurs étrangers à se renseigner sur l'origine de ce qu'ils achètent, à l'instar du géant britannique Tesco qui a rompu ses relations avec une importante plantation kényane d'avocats en octobre en raison d'accusations de mauvais traitements sur des employés. "Vous ne pouvez pas installer une culture d'avocats dans une région sauvage comme celle-ci", affirme-t-elle.

np/sva/md/ayv/jhd

La moitié des enfants du Yémen vont souffrir de malnutrition en 2021 (ONU)

Dubaï (Emirats arabes unis) - La moitié des enfants de moins de cinq ans vont souffrir de malnutrition en 2021 dans le Yémen dévasté par la guerre, et des centaines de milliers d'entre eux pourraient en mourir faute d'assistance humanitaire suffisante, ont averti des agences onusiennes.

Le conflit qui ravage ce pays de la péninsule arabique, pauvre mais à la géographie stratégique, l'a déjà plongé dans la pire crise humanitaire au monde, selon l'ONU, avec des dizaines de milliers de morts, des millions de déplacés et une population au bord de la famine.

"La malnutrition aiguë menace la moitié des enfants de moins de cinq ans au Yémen en 2021", soit près de 2,3 millions d'enfants, ont prévenu l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

"Parmi eux, 400.000 devraient souffrir de malnutrition aiguë sévère et pourraient mourir s'ils ne reçoivent pas un traitement urgent", ont-elles averti dans un communiqué commun, soit une hausse de 22% par rapport à 2020.

"Chaque jour qui passe sans action fera mourir plus d'enfants. Les organisations humanitaires ont besoin d'urgence de ressources prévisibles et d'un accès sans entrave aux populations sur le terrain", a alerté la directrice générale de l'Unicef, Henrietta Fore.

Par ailleurs, environ 1,2 million de femmes enceintes ou allaitantes devraient souffrir elles aussi de malnutrition aiguë en 2021, ont souligné les quatre agences de l'ONU. Selon elles, les niveaux de malnutrition aiguë sévère sont parmi les plus élevés enregistrés au Yémen depuis l'escalade du conflit en 2015, année de l'intervention de la coalition militaire dirigée par l'Arabie saoudite pour appuyer les forces gouvernementales contre les rebelles Houthis, soutenus eux par l'Iran.

"La crise au Yémen est un mélange toxique de conflit, d'effondrement économique et de grave pénurie de financement pour apporter l'aide vitale", a rappelé le directeur exécutif du PAM, David Beasley. "Il existe une solution à la faim: la nourriture et la fin des violences", a-t-il insisté.

L'ONU et les organisations humanitaires déplorent régulièrement le sous-financement de l'aide internationale au Yémen, en particulier en pleine pandémie de Covid-19.

En 2020, le plan d'intervention humanitaire pour ce pays n'a reçu que 1,9 milliard de dollars sur les 3,4 milliards nécessaires, ont fait remarquer les agences onusiennes. "L'attention du public baisse et c'est très risqué", a averti Luca Russo, un responsable de la FAO à Genève, rappelant que "le Yémen rest(ait) la pire crise humanitaire au monde" et que les souffrances ne pourraient disparaître qu'avec la fin des combats. "Nous ne voyons pas de sortie à cette situation, à moins qu'ils (les combats) ne s'arrêtent ou se réduisent", a-t-il ajouté.

aem/sc/bfi

*** Les dépêches datent de février-mars 2021.**

Cet atelier a été réalisé en partenariat avec l'association Entre les lignes dont l'AFP est partenaire.

Pour aller plus loin
Atelier : les faits rien que les faits
Atelier : Quiz photo, où est l'info ?
Atelier : débusquer les infox
Niveau
Cycle 4
Lycée
Thématique
EMI